Grain de Sable n° 476

7 juillet 2004

ELOGE DU « MUTIRAO »

Dans ce numéro

1.- Vers le Forum social des Amériques : nouvelles formes de résistances et expériences alternatives
(par Denise Mendez, membre de la Commission internationale d'Attac France)

*Le Forum social des Amériques qui se tiendra du 24 au 30 juillet prochain à Quito aura été précédé de plusieurs rencontres continentales et internationales dont la IVème Conférence internationale de **Via Campesina** et la réunion du **Parlement Indigène des Amériques.***
Le Forum des Amériques déroule ses travaux autour de 5 axes thématiques :
L'ordre économique ; la face violente du néolibéralisme ; Pouvoir démocratie et Etat ; Cultures et Communication ; Peuples indigènes et d'ascendance africaine.
On y tiendra un tribunal pour l'annulation de la Dette et on y dénoncera les rapports entre la Dette et les traités de libre échange. Mais, la véritable originalité du Forum des Amériques sera d'être la vitrine des nouvelles luttes contre le néolibéralisme et des expériences alternatives innovantes.

VERS LE FORUM SOCIAL DES AMERIQUES : NOUVELLES FORMES DE RESISTANCE ET EXPERIENCES ALTERNATIVES

Le Forum social des Amériques qui se tiendra du 24 au 30 juillet prochain à Quito aura été précédé de plusieurs rencontres continentales et internationales dont la IVème Conférence internationale de **Via Campesina** et la réunion du **Parlement Indigène des Amériques.**
Le Forum des Amériques déroule ses travaux autour de 5 axes thématiques :
L'ordre économique ; la face violente du néolibéralisme ; Pouvoir démocratie et Etat ; Cultures et Communication ; Peuples indigènes et d'ascendance africaine.
On y tiendra un tribunal pour l'annulation de la Dette et on y dénoncera les rapports entre la Dette et les traités de libre échange. Mais, la véritable originalité du Forum des Amériques sera d'être la vitrine des nouvelles luttes contre le néolibéralisme et des expériences alternatives innovantes.
C'est ce que laisse augurer l'évolution du mouvement paysan et amérindien.

LE MOUVEMENT PAYSAN

Selon l'analyse du politologue uruguayen Raul Zibecchi, les formes des luttes sociales en Amérique latine évoluent avec une rapidité surprenante, en particulier dans le monde paysan : l'approfondissement du capitalisme dans les aires rurales de l'Amérique latine provoque des changements économiques, politiques, sociaux et culturels. La culture du soja en Argentine (2ème producteur mondial après les USA) a provoqué entre 1991 et 2001 l'émigration de 33% de la population active rurale, et lorsque le soja est cultivé de manière extensive il laisse des séquelles dévastatrices tant pour la terre que pour les hommes.
Au Brésil, l'agrobusiness (cultures industrielles d'exportation) a augmenté considérablement en 2003, il représente 42 % des exportations du pays avec 30 milliards de dollars et le soja représente 25% des exportations agricoles. Mais l'exportation des produits agricoles s'accompagne de l'importation de produits alimentaires de base comme le riz, les haricots, le maïs, le blé et le lait.

Selon Raul Zibecchi, le choix de l'agrobusiness par le gouvernement de Lula est dicté par la nécessité de rembourser la dette externe par le produit des exportations. L'analyste voit là un piège du fait que ce choix déséquilibre l'apport alimentaire interne et qu'en outre l'agrobusiness est dominé par les compagnies transnationales: Nestlé, Monsanto, Cargill, Bunge, Bayer qui maîtrisent à la fois le marché des exportations de produits de base et les importations de produits élaborés.
Aussi les dirigeants du MST (Mouvement des sans-terre) doivent-ils adapter leur stratégie de lutte aux nouvelles conditions d'exploitation de la terre par des entreprises capitalistes hautement mécanisées utilisant des semences transgéniques, des fertilisants et pesticides produits par leur propre corporation. Ces compagnies d'agrobusiness s'installent sur ce qui étaient des latifundios improductifs. Ceci signifie qu'aujourd'hui le MST se trouve face à un nouvel adversaire; il ne s'agit plus de fonder la revendication de la terre sur la base du caractère improductif du latifundio mais sur la base de la critique du type de production. Il s'agit de mettre en question le fait que la production dirigée vers le marché international ne répond pas aux besoins essentiels du marché national. Le MST est donc amené à revendiquer une agriculture assurant l'autosuffisance alimentaire et une organisation de la vie paysanne dans la dignité. Désormais le MST se dresse contre les compagnies d'agro business qui ne produisent ni des aliments ni des emplois et qui de plus absorbent des subventions de l'Etat. On mesure la puissance de cet adversaire à travers l'exemple du Pontal do Paranapanema dans l'Etat de Sao Paolo où les paysans sans terre ont mis 10 ans pour récupérer 100,000 hectares, alors que les compagnies d'agriculture industrielle ont mis à peine 2 ans pour planter 100 000 hectares de soja.
Ainsi s'ouvre une nouvelle ère de la guerre des paysans.
C'est bien ainsi que l'entend la IVème conférence internationale de VIA CAMPESINA.

DECLARATION FINALE DE LA IV CONFERENCE INTERNATIONALE DE VIA CAMPESINA

L'organisation Via Campesina, fondée en 1994 à Mons, en Belgique, a tenu sa deuxième conférence internationale à Tlaxcala au Mexique en 1996, la 3ème à Bangalore en Inde et a réalisé à Sao Paolo sa 4ème rencontre internationale. Elle a réuni 400 délégués de 76 pays qui ont, en préambule, rendu hommage à Lee Kuong-Hae, le paysan coréen qui s'est immolé à Cancun le 10 septembre 2003 pour protester contre les menaces que l'OMC fait peser sur les paysans du monde entier. Ils ont évoqué le suicide des paysans victimes de l'endettement forcé auprès des compagnies qui leur vendent semences, fertilisants et pesticides. Ils ont évoqué les déplacements massifs et forcés de paysans et la disparition dramatique des exploitations paysannes dans les pays développés.

La déclaration officielle dénonce :

- La concentration de la propriété de la terre et la destruction de l'environnement par les cultures industrielles,
- le rôle négatif des IFI mais aussi de la FAO qui vient d'apporter son appui aux cultures transgéniques,
- les traités de libre échange qui ont pour objectif de maximiser les profits des compagnies transnationales,
- la criminalisation de la protestation sociale.

La Déclaration affirme que:

- Le maintien d'une agriculture paysanne est essentiel pour vaincre la faim et la pauvreté,
- l'agriculture paysanne est essentielle pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire,
- l'autonomie de l'agriculture paysanne exige la protection des semences natives et le rejet absolu des cultures transgéniques,
- la réforme agraire est nécessaire à la réalisation d'une agriculture paysanne.

Via Campesina s'engage à élaborer une charte internationale des droits des paysans

L'intervention magistrale du dirigeant du MST Jao Pedro Stedile a mis en exergue la nouveauté qui affecte l'agriculture : sa subordination au capital financier international qui se concentre sur une dizaine de grandes compagnies comme Monsanto, Cargill ou Nestlé qui se partagent la production la commercialisation, les semences, les agro toxiques et l'agro-industrie. Pour assurer l'accroissement de leurs parts de marché et de leurs profits ces entreprises monopolistiques tendent à imposer un modèle alimentaire unique par l'effacement forcé des spécificités liées à chaque culture. Jao Pedro Stedile affirme que le capital ne se contente plus d'exploiter le travail ou de s'approprier la terre, il s'approprie les connaissances (par les brevets sur les savoirs traditionnels), les semences (par le système de contrôle de la reproduction) et enfin les consciences (par la manipulation propagandiste).

Ce renouvellement des résistances paysannes mondiales présente, en Amérique Latine, une configuration spécifique qui intègre revendications paysannes et revendications culturelles historiques des peuples amérindiens et Afro-américains.

C'est ce qui ressort de la « Rencontre internationale de résistance et solidarité paysanne et indigène » tenue à Caracas du 11 au 13 octobre 2003.
Les leaders du mouvement amérindien et paysan des Andes : le bolivien Evo Morales, l'équatorienne Blanca Chancoso, le Hondurien Rafael Alegria, le guatémaltèque Juan Tiney, et le brésilien Edigio Brunetto sont venus apporter leur appui à la réforme agraire en cours au

Venezuela. Blanca Chancoso, membre important de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes d'Equateur) rappelle que « la terre est notre mère et ne peut être vendue », c'est elle qui garantit la vie des peuples. Rafael Alegria suggère de combattre l'ALCA en lui opposant, l'ALBA (Alternativa bolivanaria de los pueblos), c'est a dire un projet né au Venezuela, qui tourne le dos au modèle agro exportateur, et se fixe pour priorité, de répondre aux besoins essentiels des populations indépendamment des lois du marché néolibéral. Evo Morales rappelle que les peuples amérindiens ne reconnaissaient pas d'appropriation privée de la terre. La terre chez les Amérindiens était exploitée collectivement car la société indigène fonctionne sur la base de la solidarité et de la réciprocité dans la distribution des biens.

C'est également ce qui ressort du Manifeste du Forum Andin publié à Lima le 23 octobre 2003 en conclusion du 2ème Forum Andin qui a rassemblé les mouvements paysans , indigènes et descendants d'africains, provenant de Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie et Venezuela.

Le Manifeste déclare que:
- Les politiques néolibérales ont aggravé la crise agraire et la pauvreté des peuples andins.
- Le modèle néolibéral est épuisé et que pour se protéger il est amené à restreindre les espaces démocratiques et à favoriser des régimes autoritaires.
- Les peuples andins doivent répondre en forgeant des alternatives sachant puiser des enseignements dans nos cultures ancestrales.

Le Manifeste conclut :
- Nous affirmons la primauté de la sécurité alimentaire de nos peuples sur toute règle commerciale. Nous déclarons que l'agriculture fait partie du patrimoine de nos peuples et nous nous engageons à protéger nos semences et notre bio diversité.

- Nous revendiquons la sécurité juridique du territoire des communautés paysannes et indigènes et l'application de politiques différenciées qui aient pour objectif d'assurer le bien être et le progrès de ces communautés de petits producteurs.

- Nous revendiquons pour chaque pays de l'aire andine le droit de protéger ses productions nationales alimentaires et nous rejetons les politiques de dumping appuyées par l'OMC.

- Nous demandons une politique andine de protection des produits essentiels. Nous refusons la privatisation de l'eau et de nos ressources énergétiques.

REUNION DU PARLEMENT INDIGENE DES AMERIQUES. P.I.A.

A Quito, en Equateur, s'est tenue du 2 au 5 juin dernier, la XVIIème Assemblée du PIA composée de parlementaires et de leaders Amérindiens de 21 pays d'Amérique latine. Les 100 délégués ont travaillé sur le projet de Déclaration interaméricaine des droits des peuples indigènes. Le président du PIA, le député équatorien Ricardo Ulcuango, a déclaré qu'il est temps que l'OEA (Organisation des Etats américains) prenne conscience des droits des peuples originaires à administrer librement leurs territoires et à légiférer en concordance avec leurs cultures ancestrales. Le leader bolivien Evo Morales a rappelé que 62% des boliviens sont Aymara, Kechwa ou Guarani, et qu'ils revendiquent un gouvernement répondant à leur tradition de démocratie communale. Le parlement, qui s'est réuni à la veille d'une assemblée de L'OEA, a dénoncé la présence à Quito de Robert Zoellick le secrétaire au commerce, aux côtés de Colin Powell, symbole de l'intromission des Etats Unis et de l'imposition des traités de libre échange qui, aux yeux des députés amérindiens, constituent une nouvelle stratégie de consolidation de l'ancienne colonisation.

LES STRATÉGIES DE RESISTANCE

Il ressort de ces diverses assemblées que les principes et les programmes énoncés par ces organisations paysannes et amérindiennes sont à l'évidence en totale contradiction avec le programme néolibéral mis en œuvre depuis 20 ans en Amérique latine.
Pour l'essentiel, ces contradictions semblent irréductibles. Reste à savoir si par leur nature et leur ampleur ces mouvements peuvent déboucher sur un projet politique allant par delà les soulèvements comme celui d'octobre 2003 qui avait chassé Sanchez Lozada de la présidence de Bolivie. En tout cas, des visions politiques nouvelles sont en gestation à partir de nouveaux clivages sociaux et sur la base d'une critique lucide du néolibéralisme.

Les principes énoncés par Via Campesina, organisation des paysans du monde, sont en convergence avec les principes qui inspirent les revendications sociales et culturelles des Amérindiens de l'ensemble du continent, revendications qui ont été formalisées et sont devenues enfin audibles en 1992 à l'occasion des 500 ans de la conquête de l'Amérique par les européens. Les organisations amérindiennes revêtent toutes le caractère d'organisations paysannes car elles mettent en avant le rapport à la terre. La terre comme source de vie c'est à dire la terre -nature qui demeure après que l'homme soit passé et qui doit accueillir les générations suivantes. L'idée que les hommes ne sont qu'usufruitiers et non propriétaires de la terre, inspire non seulement les modes traditionnels d'organisation sociale des amérindiens mais aussi certaines formes actuelles de gestion par lesquelles les paysans se protègent du désastre causé par le néolibéralisme.

Ainsi, à Brasilia, au début du mois de mai dernier, la Pastorale sociale et des ONG ont lancé la « Quatrième

semaine sociale » qui propose: « Mutirao por un nuevo Brasil ».
« Mutirao » signifie travail collectif, coutume de paysans qui s'entraident pour les semailles, les récoltes ou la construction d'une maison. Au cours d'une semaine, les participants ont analysé la crise sociale, le rôle de l'Etat face à la Dette publique et au libre -échange. Ils ont conclu le séminaire par une « adresse au peuple brésilien » qui propose de construire un projet politique propre à un pays souverain. Ils appellent la société civile à se mobiliser pour construire des alternatives fondées sur la solidarité et demandent de réactualiser le mutirao.
Le mutirao fait justement écho à la Minga (travail collectif solidaire) qui est l'alternative proposée entre autre par la CONAIE en Equateur, le PACHAKUTI en Bolivie ou la CONAMURI au Paraguay.

Ces deux termes ne sont pas le produit d'une vision passéiste de l'organisation socio-politique, ils sont l'emblème du refus de la primauté du profit individuel sur le bien collectif prôné par le système néolibéral. Les paysans des Andes, qui sont pour la plupart indiens ou métis, victimes du système agro exportateur voient dans les modes d'auto-organisation des collectivités des alternatives à un système insupportable. C'est également ce que font les paysans sans terre du MST lorsqu'ils réussissent à créer un asentamento sur une terre récupérée.

Ces inventions de modes inédits d'organisation sociale qui sont dictées par la nécessité de survivre puisent leur inspiration dans la longue histoire des vaincus qui ont gardé la mémoire de leurs luttes.
Outre le monde paysan, l'univers urbain a vu naître récemment les inventions sociales qui toutes font écho au mutirao et à la minga.
L'Argentine victime du désastre néolibéral est devenue laboratoire de l'invention sociale : 150 usines récupérées autogérées, des centaines d'écoles et de cantines populaires.
Le dernier événement emblématique de la résistance et de l'inventivité des peuples vaincus s'est produit le 3 mai dernier dans la grande banlieue pauvre de Buenos Aires : l'ouverture par un groupe de « piqueteros » d'une école primaire construite par eux mêmes. C'est l'école de La Juanita. Ces chômeurs vivant dans un bidonville se sont auto-organisés; ils ont monté une boulangerie, un atelier de couture et de sérigraphie qui leur permettent juste de survivre. Aujourd'hui, face à la totale incurie de l'Etat en matière d'éducation ils ont créé une école. Ceci symbolise la volonté de diffuser un savoir qui ne sera peut-être pas toujours le véhicule du néolibéralisme.

LES ENTREPRISES RECUPERÉES AUTOGEREES

Durant les années 90, un grand nombre de patrons ont fermé brutalement leur entreprise sans préavis et souvent en emportant machines et documents et oubliant de verser les salaires. Dans quelques cas, les salariés ont courageusement décidé de faire fonctionner l'usine ou l'atelier. Ils ont affronté mille périls, en particulier les procès intentés par les patrons. Qu'auraient pu faire ces travailleurs, vu la carence de l'Etat ajoutée à l'irresponsabilité des patrons : assumer un défi, le conflit entre le droit de propriété privée et les droits humains , droit au travail, droit à la vie. En somme, ces travailleurs urbains se trouvaient brutalement placés dans la même situation que les travailleurs ruraux du Brésil qui, à la fin des années 70, commencèrent à occuper les latifundios inexploités, posant l'emblée le principe du caractère non sacré de la propriété de la terre. Par leur courage, ils parvinrent à créer le MST en 1984 et à poser officiellement le principe de la primauté du droit à la vie sur le droit de propriété.
Aujourd'hui 150 entreprises auto gérées fonctionnent, et font vivre quelques milliers de travailleurs argentins. Leurs membres sont solidaires, en somme ils pratiquent eux aussi le mutirao et la minga des amérindiens.

Ces initiatives, en contradiction totale avec les fondements du néolibéralisme, sont un défi aux idées dominantes du moment.
Ce défi nourrit l'espoir de millions de victimes de ce système. Par leurs luttes et l'invention de nouvelles formes d'organisation sociale, ces résistants prouvent qu'il est possible de s'opposer au cours des choses pour parvenir un jour à l'inverser. Ils sont convaincus que le néolibéralisme n'est pas la « fin de l'histoire ».

Denise Mendez, juin 2004

****

coorditrad@attac.org est l'adresse du secrétariat de l'équipe des traducteurs internationaux qui nous font bénéficier bénévolement de leurs compétences. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de contacter coorditrad en précisant votre (ou vos) langue maternelle, les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire et votre niveau de compétence. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos centres d'intérêt.